

SOCIETE GENERALE DE BANQUES AU SENEGAL



RAPPORT ANNUEL 2005



SOCIETE GENERALE DE BANQUES AU SENEGAL

Société Anonyme avec Conseil d'Administration fondée en 1962
Capital 4 527 600 000 F CFA

Siège Social : 19 Avenue du Président Léopold Sédar Senghor
BP : 323 Dakar

Tél : (221) 839 55 00
Fax : (221) 823 90 36
E_mail : sgbs@sentoo.sn
Swift : SGSNSNDA

REPARTITION DU CAPITAL

SOCIETE GENERALE	57,72%
HYPO-UND VEREINSBANK AG	5,57%
SOGEFINANCE CI	1,56%
PRIVE SENEGALAIS	35,15%

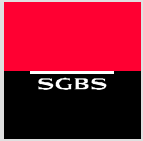
CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT

- M. Papa Demba DIALLO

ADMINISTRATEURS

- M. Didier ALIX
- M. Jean-Louis MATTEI
- Société Générale (France)
- M. Sandy GILLIO
- M. Aboubacar Sédikhe SY
- M. Moubarack LO
- HYPO- UND VEREINSBANK (Allemagne)



**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 25 MAI 2005**

SOMMAIRE

I. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A. L'ACTIVITE

B. LES RESULTATS

II. AFFECTATION DU RESULTAT

III. RESOLUTIONS

IV. CHIFFRES CLES

I. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A. L'ACTIVITE

Dans ce contexte assez contrasté, la SGBS au cours de l'exercice écoulé a poursuivi un développement harmonieux de son activité. Détenant à fin décembre 34,38% de part de marché pour les crédits à la clientèle, la SGBS reste le leader au Sénégal (source APBEF).

En adoptant de nouveaux canaux d'accès qu'elle a proposés à sa clientèle, notre établissement a fait une option forte sur la banque multicanal. Notre clientèle a ainsi recours à différents services bancaires à distance. La banque confirme ainsi, sa volonté à demeurer en pointe dans la maîtrise des nouvelles technologies.

Avec 8 nouvelles ouvertures en 2005, le réseau s'établit à 40 agences et points banques, répartis sur l'ensemble du territoire. Cela a permis à notre établissement de développer son fonds de commerce, tant d'entreprises que de particuliers.

Ainsi, la SGBS a réussi à atteindre un taux de croissance global de ses encours de crédits performants de 20,4%.

Nos dépôts ont progressé moins vite que nos emplois (+7,1%) en raison notamment d'une forte mobilisation de l'épargne publique par l'état du Sénégal, pour financer les grands travaux routiers initiés dans la capitale Dakar.

Le produit net bancaire progresse dans les mêmes proportions que nos encours moyens de crédits sains (+13,9%). Cette évolution de notre PNB est soutenue par la croissance de notre activité.

Une bonne maîtrise des frais généraux nous a permis de dégager un résultat brut d'exploitation de près de 20 000 Millions, en progression de 24% par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat net s'inscrit dans une courbe de progression moins accentuée avec un taux de 7,9% suite à la provision pour risques et charges de 4 000 Millions.

Tous les ratios de gestion sont en amélioration, confirmant les bonnes performances de la SGBS pour l'exercice arrêté au 31/12/2005.

LES REMPLOIS

Le niveau d'intervention de la SGBS dans les crédits à l'économie, dans la même lancée que l'exercice précédent reste très élevé avec un taux de progression de 20,45% pour s'établir à 299 241 Millions, soit 34,38% de l'ensemble des emplois du secteur bancaire sénégalais.

Les crédits à court terme tirés par l'encours d'escompte de papier commercial (+68%), s'établissent à 163 893 Millions en progression de 27% par rapport à 2004.

L'encours global des crédits à moyen et long terme qui représentent 45,48% du total des emplois, ont progressé de 13,8% pour s'établir à 132 095 Millions. Les financements mis en place ont concerné des secteurs divers et variés comme la micro finance, l'environnement et la clientèle classique commerciale.

A l'endroit de la clientèle de particuliers, 2005 a été une année record avec plus de 12,6 milliards de nouveaux concours. Cette évolution porte à plus de 61 milliards le montant de nos emplois sur ce segment de notre clientèle soit une évolution de 25,8% par rapport à 2004. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation :

→ d'une part, une retombée de nos actions de démarches externes via nos offres protocolées dont les plus importantes ont fait l'objet de reportage TV et articles dans la presse ;

→ d'autre part, le développement continu de notre réseau qui a permis un accroissement du fonds de commerce de particuliers à un rythme annuel de 5,6% du stock de comptes à vue.

LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Nos engagements par signature ont évolué de 8,1%, tirés principalement par les cautions marchés (+20,9%) grâce à notre soutien renouvelé à nos clients sur le BTP, secteur en pleine croissance.

Sur le financement extérieur, nous restons en très bonne position grâce notamment au financement de l'importation du riz.

Quant aux engagements d'ordre de Correspondants, nous enregistrons une évolution de (+12,5%) à 5 143 Millions de XOF contre 4 571 en 2004 (encours fin de période).

LES RESSOURCES

Les ressources collectées au près de la clientèle ont enregistré au cours de l'exercice, une progression de 7,1% et s'établissent à 298 826 Millions de XOF nous conférant ainsi, 23,1% de part de marché au 31/12/2005.

Les dépôts ordinaires à vue et les avoirs en compte d'épargne et dépôts d'épargne qui représentent 73,5% des ressources, ont connu une progression de 6,4% pour les dépôts à vue et 10,5% pour les dépôts d'épargne.

En hausse de 21,1%, les dépôts à terme ont connu une progression supérieure à celle observée dans les autres banques de la place. Cette évolution nous a permis d'améliorer la couverture de nos interventions sur le moyen et long terme, par des ressources ayant les mêmes maturités, afin de maîtriser les risques de transformation.

Nous poursuivons nos efforts pour favoriser la collecte notamment celle des dépôts à vue, pour accompagner la croissance de nos lignes de remplois sur le court terme, induite par le développement soutenu de l'activité. Nous comptons accompagner l'évolution de notre bilan de manière équilibrée.

L'encours de nos emprunts obligataires qui s'élève à 3 333 millions de XOF correspond à la dernière tombée sur notre emprunt 6,8% 1999/2006.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements de l'exercice se sont élevés à 3 727 Millions, hors immobilisations acquises par adjudication.

La poursuite de notre ambitieux plan de développement du réseau explique le niveau des dépenses immobilières qui ont atteint 1 891 Millions après 1 843 Millions en 2004 et 3 100 Millions en 2003.

Les achats de matériels et de logiciels pour l'informatique et la monétique continuent de peser sur le niveau des investissements. Ils s'élèvent à 1 111 Millions.

B. RESULTATS

La croissance soutenue de nos emplois (notamment sur le dernier semestre) et la maîtrise de nos charges financières, nous ont permis de dégager, une marge d'intermédiation en forte progression de 17,5%.

En effet, les commissions de services en progression de 8,8%, ont profité de l'élargissement du fonds de commerce qui a contribué à améliorer le niveau des produits de gestion de comptes et les produits monétiques.

Le produit net bancaire s'inscrit en hausse de 13,9% par rapport à l'exercice arrêté au 31/12/2004 à 34 392 millions.

L'évolution des frais généraux (+2,7%) dans un contexte d'extension soutenue du réseau, reflète à la fois d'une bonne maîtrise des frais de fonctionnement par un contrôle strict et de l'amélioration de notre efficacité opérationnelle. Ainsi, nous avons pu extérioriser un résultat brut d'exploitation avec une honorable progression de 23,8% à 19 797 millions, sensiblement supérieur au montant inscrit au budget à 16 670 millions.

Le coefficient d'exploitation passe de 47% en 2004 à 43% en 2005 en raison d'une hausse sensible du produit net bancaire et du report en 2006 de l'impact du plan de développement du réseau et de certaines mesures sociales.

Le coût net du risque s'est sensiblement amoindri grâce à une réduction des dotations brutes aux provisions sur créances en souffrance de 33% par rapport à 2004, combiné à un bon niveau de reprise de provisions, ce qui atteste d'une bonne efficacité du recouvrement.

Par contre, des dotations aux provisions pour risques et charges particulièrement élevées ont été effectuées cette année générant ainsi un résultat net comptable de 7 485 millions en hausse de 8% par rapport à 2004.

II. AFFECTATION DU RESULTAT

Le résultat net comptable s'élève à 6.940.055.084 F.CFA. En l'absence de report à nouveau, il constitue le bénéfice à répartir.

Notre Conseil vous en propose la répartition suivante :

Capital social :	4.527.600.000
Réserve spéciale	8.644.139.191
Réserve règlementée:	19.652.446.747
Autres réserves :	4.653.261
Total	
	32.828.839.199

Ces dispositions permettraient d'allouer un dividende brut **10.000** F.CFA par action, soit **100** % du nominal.

Après cette répartition la valeur théorique de l'action ressort à **72.600** F.CFA.

III. RESOLUTIONS

Assemblée Générale Ordinaire

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, les approuve expressément ainsi que le bilan et le compte de résultat de l'exercice 2005 tels qu'ils lui ont été présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, approuve l'affectation des résultats proposés par le Conseil d'Administration fixe le dividende brut de l'exercice 2005 à **10.000 FCFA** et autorise le paiement dans un délai de 30 jours à compter du 26 mai 2006.

Réserve spéciale 15%	1.122.741.225
Réserve facultative :	1.834.600.275
Dividende statutaire (6%) :	271.656.000
complément aux actions :	4.255.944.000
Total	<u>7.484.941.500</u>

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale ayant pris connaissance du rapport spécial présenté par les Commissaires aux Comptes, l'approuve expressément.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne aux Administrateurs en fonction pendant l'exercice clos le 31 Décembre 2005, quitus et décharge de leur gestion pour ledit exercice.

Elle donne par ailleurs à Monsieur Bernard LABADENS quitus entier et définitif de sa gestion d'administrateur.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler pour une période de trois années les mandats exercés par messieurs Didier ALIX et Sandy GILLIO qui arrivent à expiration au jour de cette Assemblée.

Les mandats exercés par messieurs Didier ALIX et Sandy GILLIO arriveront à échéance au jour de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008.

Elle ratifie la nomination par le Conseil d'Administration en sa séance du 13 avril 2006 de Monsieur Kéba Birane CISSE en remplacement de Monsieur Moubarack LO dont le mandat expire au jour de cette assemblée, sous réserve de l'agrément de la Commission Bancaire.

Le mandat de monsieur Kéba Birane CISSE expirera à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008.

Quitus entier et définitif de sa gestion sera donné à Moubarack LO lors de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2006.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la quasi-unanimité moins une voix

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Abdoulaye NDOYE Expert Comptable diplômé d'État, Commissaire aux comptes suppléant du cabinet Racine (Membre D'Ernst & Young International) en remplacement de Monsieur Oumar SAMBE, démissionnaire.

Le mandat de Monsieur Abdoulaye NDOYE arrivera à échéance au jour de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2007.

Cette nomination ne deviendra effective qu'après agrément par la Commission Bancaire.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale fixe à **26.383.350 FCFA** le montant net global des indemnités de fonction à allouer aux administrateurs, au titre de l'exercice 2005.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue de procéder à tous dépôts et publications et d'accomplir toutes formalités.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

Assemblée Générale extraordinaire

RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration et pris connaissance du projet de texte concernant d'une part l'article 6 et d'autre part l'article 19 des statuts pour sa mise en conformité notamment avec les dispositions de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, approuve la rectification de l'erreur de frappe figurant à l'article 6 et la nouvelle rédaction de l'article 19.

Article 6 : Apport, capital social

Remplacer FCFA 500.000 par 500.000.000 FCFA

NOUVELLE REDACTION DE L'ARTICLE 19

Article 19 : Rémunération des administrateurs et dirigeants

L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnité de fonction une somme fixe annuelle qu'elle détermine souverainement.

Le conseil d'administration répartit librement les indemnités de fonction entre ses membres.

Le conseil d'administration peut par ailleurs, attribuer des rémunérations exceptionnelles pour les missions et mandats confiés à des administrateurs ou autoriser le remboursement des frais de voyage, déplacements et dépenses engagées dans l'intérêt de la société. Ces rémunérations et remboursements sont portés aux charges d'exploitation et soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire dans les conditions prévues à l'article 20 des statuts. Elles donnent obligatoirement lieu à un rapport du commissaire aux comptes à l'assemblée.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles prévues ci-dessus, ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail.

La rémunération du directeur général et, le cas échéant, celle du ou des directeurs généraux adjoints sont fixées par le conseil d'administration.

l'unanimité

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, de copies ou extraits du procès-verbal constatant ses délibérations aux fins d'effectuer ou faire effectuer toutes formalités légales de publicité et autres.

Cette résolution mise aux voix est adoptée àl'unanimité.....

IV. LES CHIFFRES CLES

en millions de F CFA	2001	2002	2003	2004	2005	VARIATION	
						2005/2004	2005/2001
TOTAL BILAN	281 605	321 607	345 231	376 459	400 331	6,3%	42,2%
FONDS PROPRES	19 008	21 399	24 809	26 554	29 872	12,5%	57,2%
INVESTISSEMENTS	4 460	3 903	4 551	3 019	3 727	23,5%	-16,4%
DEPOTS DE LA CLIENTELE	202 070	229 774	264 116	272 376	295 493	8,5%	46,2%
Clientèle commerciale	57 264	67 929	72 798	67 513	80 949	19,9%	41,4%
Clientèle privée et Administrations	138 259	155 825	184 365	192 976	205 760	6,6%	48,8%
Autres sommes dues à la clientèle	6 547	6 020	6 953	11 887	8 784	-26,1%	34,2%
CREDITS A LA CLIENTELE	171 743	196 175	236 364	248 447	299 241	20,4%	74,2%
Clientèle commerciale	143 494	157 789	193 339	199 052	237 293	19,2%	65,4%
Clientèle privée et Administrations	28 249	38 386	43 025	49 395	61 948	25,4%	119,3%
CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES NETTES	7 214	10 558	6 034	9 054	10 920	20,6%	51,4%
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	69 107	65 018	64 248	72 918	79 092	8,5%	14,4%
PRODUIT NET BANCAIRE	23 967	27 785	27 690	30 200	34 392	13,9%	43,5%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	13 086	15 764	14 241	15 988	19 797	23,8%	51,3%
COUT NET DES RISQUES	4 976	5 992	2 308	4 149	2 877	-30,7%	-42,2%
RESULTAT AVANT IMPOTS	7 936	9 724	10 603	10 396	12 588	21,1%	58,6%
RESULTAT APRES IMPOTS	6 013	7 031	7 262	6 940	7 485	7,9%	24,5%
NOMBRE D'AGENCES	21	24	31	33	45		

A C T I F	AU 31.12.04	AU 31.12.05
CAISSE	9 069 729 325	8 679 341 697
CREANCES INTERBANCAIRES	50 840 442 992	31 240 365 883
- A VUE	34 885 801 364	15 214 791 764
. BANQUES CENTRALES	33 570 398 060	12 365 131 767
. TRESOR PUBLIC, CCP	168 052 890	200 745 598
. AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 147 350 414	2 648 914 399
- A TERME	15 954 641 628	16 025 574 119
CREANCES SUR LA CLIENTELE	256 466 370 043	313 865 604 562
- PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX	13 941 690 415	23 380 347 222
- AUTRES CREDITS A COURT TERME	49 519 529 977	65 316 387 721
- COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	65 807 856 680	75 196 322 717
- CREDITS A MOYEN TERME	111 035 805 610	125 272 286 966
- CREDITS A LONG TERME	5 083 501 857	6 823 573 077
- CREANCES DIVERSES	2 024 401 113	6 955 815 283
- CREANCES EN SOUFFRANCE	9 053 584 391	10 920 871 576
TITRES DE PLACEMENT	28 929 000 000	12 276 000 000
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	379 661 600	269 661 600
CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	3 056 614 023	3 252 840 784
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	547 260 853	501 647 584
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 958 196 535	17 149 805 479
AUTRES ACTIFS	2 345 215 104	2 815 391 840
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	9 865 846 874	10 280 459 637
TOTAL DE L'ACTIF	376 458 337 349	400 331 119 066
HORS - BILAN		
ENGAGEMENTS DONNES		
- ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	14 982 874 067	17 227 044 902
- ENGAGEMENTS DE GARANTIE	57 304 096 512	61 865 136 735
- ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
ENGAGEMENTS RECUS		
- ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
- ENGAGEMENTS DE GARANTIE	56 433 038 773	53 802 390 078
- ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

C H A R G E S	31.12.04	31.12.05
<u>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</u>		
CHARGES S/OPERATIONS DE TRESORERIE & OPERATIONS INTERBANCAIRES	1 031 736 369	1 153 855 162
- Banques et correspondants	950 800 782	1 059 251 189
- Commissions	80 935 587	94 603 973
CHARGES SUR OPERATIONS AVEC CLIENTELE	5 168 785 593	5 541 076 507
- Comptes à vue	227 083 535	312 972 630
- Comptes créditeurs à terme	3 079 055 174	3 238 594 434
- Comptes d'épargne à régime spécial	1 586 712 992	1 725 933 621
- Bons de caisse	164 457 249	132 543 452
- Intérêts sur emprunts à la clientèle	111 476 643	131 032 370
CHARGES SUR OPERATIONS DIVERSES	3 045 223 781	2 799 014 904
- Opérations de change & d'arbitrage	84 758 635	93 551 296
- Engagements par signature	23 813 977	12 558 121
- Charges sur opérations sur titres	564 575 390	295 637 173
- Charges sur crédit-bail	1 434 705 485	1 248 816 935
- Charges sur prestations de services financiers	443 752 660	506 675 620
- Autres charges d'exploitation bancaire	493 617 634	641 775 759
<u>CHARGES DE PERSONNEL</u>	5 504 306 831	5 886 716 780
- Salaires et traitements	4 759 084 621	5 087 021 050
- Contributions patronales	626 497 637	703 556 323
- Autres frais de Personnel	118 724 573	96 139 407
<u>IMPOTS ET TAXES</u>	270 075 675	274 053 972
- Autres impôts et taxes	270 075 675	274 053 972
<u>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</u>	6 115 259 808	6 396 345 421
- Services extérieurs	3 043 045 763	3 189 690 847
- Autres services extérieurs	2 638 866 700	2 563 733 832
- Charges diverses d'exploitation	433 347 345	642 920 742
<u>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS</u>	13 213 950 343	12 482 591 049
- Dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements	2 444 828 756	2 120 669 066
- Provisions s/créances douteuses & litigieuses	7 986 539 838	5 244 147 461
- Autres provisions	2 782 581 749	5 117 774 522
<u>AUTRES CHARGES</u>	1 701 323 614	718 135 814
- Charges exceptionnelles & charges	1 701 323 614	718 135 814

s/exercices antérieurs		
<u>PROVISIONS IMPOTS SUR LES SOCIETES</u>	<u>3 456 376 848</u>	<u>5 103 178 780</u>
<u>TOTAL DES CHARGES</u>	<u>39 507 038 862</u>	<u>40 354 968 389</u>
<u>EXCEDENT</u>	<u>6 940 055 084</u>	<u>7 484 941 500</u>